

L'Europe décide de réduire les prises de cabillaud de 18 % [Site du Journal LE MONDE, 19.12.07] :

Divisés sur la meilleure façon de gérer les stocks de poissons, les Vingt-Sept et la Commission européenne se sont mis d'accord, mercredi 19 décembre à l'aube, sur les quantités autorisées à la pêche pour 2008. En guise de compromis, il a été convenu de réduire de 18 % les captures de cabillaud dans les zones de l'Atlantique, alors que la Commission avait d'abord réclamé une baisse de 25 %.

A la demande de Paris, la pêche au cabillaud ne sera cependant réduite que de 9 % en mer Celtique, au large de l'Irlande, où de nombreux chalutiers bretons sont actifs. La France, qui espérait un statu quo au sujet d'une espèce très prisée de ses pêcheurs, a obtenu de rediscuter de ce quota au printemps 2008 sur la base de nouvelles études scientifiques. "Il y a une reconstitution du stock", estime Michel Barnier, le ministre de l'agriculture, en brandissant des études de l'Ifremer.

Les ministres n'ont en revanche pas été en mesure de rouvrir la pêche à l'anchois dans le golfe de Gascogne. La Commission et les autorités espagnoles considèrent toujours qu'il faut laisser le temps aux stocks de se reconstituer davantage. D'après les Français, les captures doivent pouvoir reprendre de manière "encadrée et raisonnable" à compter du 1er juillet 2008. La situation sera examinée de nouveau dans le courant du premier semestre 2008.

Il n'a en revanche pas été question du thon, dont les prises ont été interrompues prématurément cette année en raison d'une surpêche importante en Méditerranée. L'Espagne, qui a officiellement respecté son quota alors que la France dépassait le sien, n'excluait pas d'exiger une compensation. Mais Madrid n'a pas soulevé la question dans l'attente d'une décision ultérieure.

Le "marathon pêche" 2007 s'est tenu sous la pression des écologistes et des scientifiques les plus préoccupés par la survie de la faune marine, dans un contexte de remise en cause de ce grand marchandage annuel. Avant l'ouverture des travaux, Greenpeace était parvenu, lundi, à bloquer quelques heures l'entrée du siège du Conseil à Bruxelles pour alerter contre l'épuisement des stocks.